



FRANCE INFO

JOURNAL – Le 04/12/2008 – 13:52:34 – Extrait

CECILE ASPE

Nous revenons sur le plan de relance de l'économie détaillé par Nicolas SARKOZY ce midi (...) On retrouve maintenant Bernard Van CRAEYNEST, le président du syndicat CFE-CGC. Quelle est votre première réaction à ce plan de relance ?

BERNARD VAN CRAEYNEST, PRÉSIDENT CFE-CGC

En fait, il y a deux façons de traiter la grave crise que nous connaissons, soit adopter des mesurées défensives, soit passer à l'offensive. Incontestablement, l'ampleur du plan présenté par le président de la République montre qu'il y a une réelle volonté de passer à l'offensive pour endiguer la crise, d'une part, et préparer l'avenir, d'autre part. Donc, ça nous semble de bon augure et un signal fort pour que tout le monde se mette en marche pour faire en sorte que notre pays sorte dans les meilleures conditions de la crise. Maintenant, il ne faut pas rêver, on ne peut pas dire voilà tout ce que nous faisons et l'intendance suivra. L'ensemble des mesures qui ont été annoncées tout à l'heure nécessite une mobilisation de tous les acteurs et aussi beaucoup de choses pour faire en sorte que cela se concrétise. Moi, j'ai noté en particulier un point qui revient de manière assez systématique dans la bouche du président de la République, c'est de dire – et c'est ce que nous demandons – que tout ne soit pas donné à titre gratuit, si je puis dire, aux entreprises, mais qu'il y ait une véritable négociation pour qu'il y ait de justes contreparties pour les salariés ; et que les mesures qui sont accordées d'aides sous différentes formes permettent un débat dans lequel, non seulement on éclaire l'avenir, mais on montre quelle est la part qui revient aux salariés pour leur donner confiance et récompenser les efforts qu'ils fournissent.

CECILE ASPE

Oui, mais la compensation, comme vous dites, elle est dans les mots, mais elle n'est pas dans les actes précisément, il n'y a aucune mesure précise sur la compensation accordée par les entreprises à l'Etat contre ces subventions.

BERNARD VAN CRAEYNEST

Surtout, ce que je veux souligner, c'est que, encore une fois, je ne cesse de le répéter, nous avons un grave problème dans notre pays d'une France à deux vitesses sur le plan social. Des relativement grandes entreprises ou grands groupes dans lesquels il y a des instances représentatives du personnel, il y a effectivement une possibilité de négociation. Mais aussi tout un champ, des centaines de milliers d'entreprises, les plus petites, mais qui concernent une dizaine de millions de salariés – ce n'est quand même pas rien ! – dans lesquelles il n'y a pas cette possibilité de négociation sur les justes contreparties. C'est pour ça que j'avais fait une proposition au chef de l'Etat qui consiste, dans l'attente de ce que nous réclamons, à savoir la mise en place d'instances représentatives pour toutes les entreprises, nous avons une structure qui existe, qui est les Commissions paritaires territoriales de l'emploi,

où nous aurions la possibilité de négocier entre employeurs et salariés l'avenir de différentes filières, notamment industrielles, les problèmes d'emploi, de préparation de l'avenir, de formation et, entre autres, les négociations qui se font par branche des minima salariaux.

CECILE ASPE

Merci beaucoup, Bernard Van CRAEYNEST. Merci d'avoir réagi au plan de relance de l'économie par Nicolas SARKOZY. 13:55:53 FIN>